

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2008
RELATIF AU BARÈME DES MINIMA POUR L'ANNÉE 2009
(POITOU-CHARENTES)

NOR : *ASET0950202M*

IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'union régionale professionnelle BATIMAT-TP Poitou-Charentes CFTC ;

L'union régionale Poitou-Charentes construction et bois CFDT ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2009, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes.

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE de point	SALAIRE MINIMUM annuel
I	1	100	170	16 995
	2	110	163	17 909
II	1	125	146	18 281
	2	140	146	20 378
III	1	150	146	21 832
	2	165	142	23 507
IV		180	142	25 642

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Poitiers.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Poitiers, le 16 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)